

# Caucase du Sud

## Bureau de Bakou

[Map page 55]

Office in Baku = Bureau de Bakou

Baku = Bakou

– International Borders = Frontières internationales

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 55]

*Le Bureau a élargi le champ de ses activités à tout l'éventail des aspirations démocratiques et des engagements de l'Azerbaïdjan en tant qu'État participant en accroissant à la fois le volume et la diversité des projets menés. Il s'est concentré sur la fourniture d'une assistance pour la réforme de la police et de l'administration de la justice ainsi que pour la lutte contre la corruption.*

### Activités liées à la dimension politico-militaire

**Programme d'assistance à la police.** Les professeurs de l'École de police de Bakou, qui ont été récemment formés aux méthodes pédagogiques modernes, ont organisé un second stage de formation à l'intention de leurs collègues, conseillés par des partenaires de la République tchèque. Tous le corps enseignant a désormais suivi ce stage.

Le Bureau a lancé son projet en trois phases sur la police de proximité en juillet. Destiné à rapprocher la police de la communauté, le projet a reposé sur des séminaires, des conférences, des activités publiques et des programmes de télévision et de radio. Des policiers locaux se sont également rendus en Turquie pour s'y familiariser avec les techniques locales de la police de proximité.

**Liberté de réunion.** Avec l'appui de la République fédérale d'Allemagne, le Bureau a organisé deux stages de perfectionnement en 2006 à l'intention du Ministère de l'intérieur et, pour la première fois, un stage à l'intention de la police de Bakou. Alternant formation au commandement et au contrôle, à l'évaluation de la situation et aux obligations légales, dans un environnement de poste de commandement, et exercices pratiques de maintien de l'ordre, les participants ont achevé leur formation par une démonstration de leurs compétences devant les médias, la communauté internationale et de hauts représentants du Gouvernement.

**Élimination des stocks de composants de propergols.** L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, avec l'appui du Bureau, a commencé à éliminer la partie *mélange* des propergols liquides entreposés sur deux sites en Azerbaïdjan. Avec le concours d'un expert international, le Bureau a établi des projets visant à surveiller un déversement de *samin* sur l'un des sites.

## **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

**Développement des petites et moyennes entreprises.** Le Bureau a créé une base de données des exportateurs azerbaïdjanais existants et potentiels, mettant ainsi en place un outil fondamental pour le développement économique régional et celui des entreprises. La base de données permet à ceux qui y sont répertoriés d'avoir accès aux compétences, au savoir-faire et aux meilleures pratiques des principales agences de promotion de l'investissement dans d'autres économies en transition.

**Activités de lutte contre la corruption.** Le Bureau a aidé à constituer un réseau opérationnel de lutte contre la corruption. En coopération avec *Transparency Azerbaijan*, il a créé un nouveau centre anti-corruption à Guba, tout en apportant également son soutien à des centres à Bakou, Ganja et Lenkaran. Les personnes victimes de la corruption peuvent s'adresser à ces centres qui les aident le cas échéant, à porter leur affaire devant les tribunaux. Ils encouragent également les autorités compétentes en la matière à appliquer les nouvelles dispositions législatives et à intenter des actions en justice.

**Questions relatives aux ressources en eau.** Le Bureau a continué d'apporter son soutien à l'*Initiative pour l'environnement et la sécurité (ENVSEC)*, une initiative conjointe de l'OSCE, du Programme des Nations Unies pour le développement et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Le Bureau a aussi continué d'appuyer le Programme OSCE/OTAN relatif à la *surveillance des fleuves* du Caucase du Sud. Trente stations de surveillance des eaux du bassin de la Koura et de l'Araxe fournissent des données de choix pour la gestion des ressources hydriques de la région, préservant un équilibre entre une demande nationale et industrielle accrue et les besoins d'un fragile écosystème.

## **Activités liées à la dimension humaine**

### **ÉTAT DE DROIT**

**Amélioration de la détention préventive.** Un groupe d'experts établi par le Bureau pour améliorer le système de détention préventive a élaboré des amendements au projet de loi sur la détention préventive et le placement en garde à vue, qui est examiné par la Commission parlementaire permanente.

**Observation des procès.** Le Bureau a observé plus de 250 procès en 2006 dans le cadre de son programme à long terme visant à accroître le respect du droit à un procès équitable et à promouvoir la réforme judiciaire et juridique dans le pays.

**Présomption d'innocence.** Le Bureau a publié un rapport sur la présomption d'innocence dans le pays. Il y est notamment recommandé que les fonctionnaires et les médias s'abstiennent de nuire à la réputation des prévenus et que la diffusion d'informations par des fonctionnaires sur des affaires pénales en cours soit davantage réglementée.

**Amélioration de l'administration de la justice pour mineurs.** Dans le cadre des efforts déployés par le Bureau pour contribuer à mettre la législation et les procédures nationales en conformité avec les obligations internationales du pays relatives aux droits des enfants, des représentants de divers ministères et de la société civile se sont régulièrement réunis pour discuter de la mise en place d'un système de justice pour mineurs. Le groupe de travail s'est

notamment penché sur des questions relatives à la prévention, aux sanctions et à l'intégration sociale.

**Programme de prévention de la torture.** Le Bureau a organisé plus de 25 stages de formation à l'intention de juges, de membres du Bureau du procureur et d'administrateurs d'institutions pénitentiaires.

Le Bureau a publié une brochure intitulée *200 Questions - 200 Answers about Torture* à l'intention du grand public ainsi qu'un manuel, *Discovering and Punishing Torture*, destiné aux enquêteurs, aux responsables de l'application de la loi, aux juges et aux avocats.

## DÉMOCRATISATION

**Programme de renforcement des capacités.** Le Bureau a organisé deux ateliers à l'intention d'organisations non gouvernementales (ONG) locales œuvrant en faveur de l'intégration d'un souci d'égalité entre les sexes, des droits des femmes et de la lutte contre la traite des êtres humains. Une large place y a été accordée à une variété de méthodes de défense d'intérêts, notamment la participation publique, les procès à grand impact et l'organisation des communautés. En décembre, le Bureau a organisé des stages de formation sur les relations avec les médias.

Il a apporté son assistance à l'élaboration de lois sur les associations publiques, les fondations, les œuvres de bienfaisance ainsi que les associations de bénévoles et a attiré l'attention sur des lacunes dans les lois existantes.

**Liberté des médias.** Dans le cadre d'une série de séminaires, le Bureau s'est employé à promouvoir une couverture médiatique plus équilibrée, informée et exhaustive et il a facilité un débat public, responsable et ouvert à tous sur des questions telles que la migration de main-d'œuvre, la violence familiale et la lutte contre la traite des êtres humains. Le Bureau a apporté son soutien à la formation de journalistes et des porte-parole du Gouvernement pour renforcer leurs compétences professionnelles et a repris, en mai, ses tables rondes des médias pour offrir aux organisations internationales une plateforme d'échange d'informations.

Pour améliorer l'environnement juridique des médias, le Bureau a contribué à amorcer un débat sur la loi sur la diffamation et l'atteinte à l'honneur. Avec l'appui du Bureau, une union de journalistes fera campagne en faveur d'une dépenalisation complète de la diffamation ainsi que d'amendements au code civil, axés en particulier sur l'instauration de plafonds appropriés pour les dommages.

Le Bureau a chargé une équipe de la *British Broadcasting Corporation* d'évaluer le fonctionnement actuel de la télévision publique et ses besoins immédiats. Le rapport, remis en octobre, sert de base aux efforts du Bureau visant à contribuer à la transformation de la télévision publique en un radiodiffuseur public professionnel et impartial.

**Violence familiale.** Le Bureau a facilité des débats au sujet du projet de loi sur la violence familiale et a aidé à coordonner la formation de la police et du corps judiciaire, en particulier dans les zones rurales.

**Questions de parité des sexes.** En février, le Bureau a envoyé une équipe dans le sud de l'Azerbaïdjan pour y évaluer les discriminations et les inégalités dont sont victimes les femmes, repérer les agences gouvernementales et les ONG qui s'emploient à remédier aux

problèmes dans ce domaine et recommander des stratégies pour promouvoir l'égalité entre les sexes. L'équipe a recommandé l'établissement d'un centre en 2007 pour établir le dialogue avec toutes les femmes de la région. En mai, le Bureau a facilité un débat public approfondi sur la *loi sur l'égalité* afin d'y sensibiliser l'opinion publique et d'accroître la transparence et les responsabilités dans le cadre du processus d'élaboration de la loi. Les participants ont présenté leurs observations et leurs recommandations aux rédacteurs.

**Traite des êtres humains.** Le Bureau et le Ministère de l'intérieur ont remis en état un bâtiment destiné à devenir le premier centre d'accueil du pays pour les personnes qui sont victimes ou risquent d'être victimes de la traite. Le Bureau a également élaboré et financé un programme de formation à l'intention des femmes à risques de la ville régionale de Guba, située dans le nord du pays. Avec l'appui de l'administration municipale, des jeunes femmes ont suivi une formation en secrétariat et ont bénéficié d'une aide pour trouver un emploi, réduisant ainsi leur vulnérabilité.

**Chef du Bureau :**

M. l'Ambassadeur Maurizio Pavesi

Budget unifié révisé : 1 733 000 €

[www.osce.org/baku](http://www.osce.org/baku)

## Mission en Géorgie

[Map page 57]

Seconded staff to the UN HROAG = Personnel détaché auprès du Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie)

Mission to Georgia = Mission en Géorgie

Office of the Personal Representative of the OSCE CiO on the Conflict Dealt with by the OSCE Minsk Conference = Bureau du Représentant personnel du Président en exercice de l'OSCE pour la question du conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie

Tbilisi = Tbilissi

Tskhinvali = Tskhinvali

– International Borders = Frontières internationales

■ Field Office = Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 57]

*Le processus de règlement du conflit géorgio-ossète – une des grandes priorités dans le mandat de la Mission – a été caractérisé cette année par un renforcement de la confiance grâce au relèvement de l'économie, mais n'a que peu progressé. Le dialogue au sein de la Commission mixte de contrôle (CMC) était dans l'impasse à la fin de l'année, aucun progrès n'ayant été accompli vers la démilitarisation. Plusieurs incidents, dont des tirs sur un hélicoptère du Ministère géorgien de la défense survolant la zone, un échange fatal de tirs entre les milices géorgienne et ossète, ainsi que diverses explosions, notamment de plusieurs mines terrestres, ont aggravé les tensions toujours présentes dans la zone du conflit.*

*Malgré cela, d'importants progrès ont été accomplis dans le domaine du renforcement de la confiance. La Mission a effectué une étude d'évaluation des besoins concernant l'infrastructure économique dans la zone du conflit et dans les zones adjacentes et a, par la suite, lancé un vaste programme international de relèvement économique sous l'égide de l'OSCE.*

*La Mission a continué d'étoffer ses programmes relatifs aux droits de l'homme et à l'état de droit, en particulier à l'intention des établissements pénitentiaires, afin de toucher un plus grand nombre des régions. Elle a prêté son concours au processus de réforme de la Commission électorale centrale avant et après les élections locales d'octobre. La Mission a continué de contribuer à renforcer les capacités du Gouvernement dans les domaines de la gestion des frontières, de la réforme de la police et de l'action contre le terrorisme. Elle a également secondé le Gouvernement dans le cadre de l'élaboration de sa politique sur la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.*

## **Activités liées à la dimension politico-militaire**

### **RÈGLEMENT DES CONFLITS**

**Conflit géorgio-ossète.** Pour contribuer au règlement pacifique du conflit, la Mission a tiré parti des outils politiques, économiques et relevant de la dimension humaine à sa disposition.

Dans le domaine politique, la Mission a pris une part active aux réunions de la Commission mixte de contrôle (CMC), qui est coprésidée par les parties géorgienne, ossète du Sud, ossète du Nord et russe, et a intensifié ses consultations avec l'ensemble des partenaires afin de veiller à ce que les parties continuent à dialoguer et à rechercher des solutions mutuellement acceptables.

#### **Relèvement économique dans la zone du conflit géorgio-ossète**

La Mission a participé à deux grandes initiatives de relèvement économique dans la zone du conflit. Les parties conviennent que la mise en œuvre de tels programmes constitue un mécanisme efficace pour le renforcement de la confiance et, en définitive, pour le règlement à part entière du conflit. La Mission a continué de coordonner un programme financé grâce à une subvention de la Commission européenne d'un montant de 2,5 millions d'euros. La Mission a également été à l'origine d'une initiative internationale unique en son genre résultant d'une étude d'évaluation des besoins conduite par l'OSCE sur l'infrastructure sociale, les routes, l'agriculture, les entreprises et la finance. Assurée de bénéficier d'annonces de contributions internationales de près de 8 millions d'euros et en étroite coopération avec les quatre parties ainsi qu'avec la communauté internationale, la Mission a commencé en octobre à mettre en œuvre le vaste *Programme de relèvement économique* en élaborant des plans et la logistique pour des projets immédiats tels que la remise en état du système d'approvisionnement en eau de Tskhinvali et l'attribution de subventions aux associations agricoles locales.

La Mission a continué d'engager les parties à améliorer la situation de sécurité, en particulier en leur présentant des propositions destinées à faire progresser la démilitarisation de la zone du conflit et à favoriser la coopération entre leurs forces de police.

La Mission a poursuivi plusieurs initiatives visant à accroître la confiance entre les communautés, notamment des programmes concernant le relèvement de l'économie et de l'infrastructure, la promotion de la société civile et des droits de l'homme ainsi que l'octroi d'une formation aux journalistes couvrant le conflit afin qu'ils rendent compte objectivement des événements.

L'observation de l'activité des forces communes de maintien de la paix et de la situation de sécurité dans la zone du conflit continuent d'être d'importantes tâches de la Mission.

**Conflit géorgio-abkhaze.** Le processus de paix a repris en mai dans le cadre du Conseil de coordination des parties géorgienne et abkhaze conduit par l'ONU, mais a de nouveau été suspendu en juillet à l'issue d'une opération spéciale de grande envergure menée par la Géorgie dans la vallée supérieure de la Kodori sous contrôle géorgien en Abkhazie et de l'établissement sur place d'un « gouvernement en exil ».

La partie abkhaze n'ayant toujours pas donné son accord, il n'y a eu aucun progrès en 2006 en ce qui concerne l'ouverture, à Gali, d'une antenne du Bureau commun ONU-OSCE des droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie).

#### **AUTRES ACTIVITÉS LIÉES À LA DIMENSION POLITICO-MILITAIRE**

**Destruction d'armes dépassées.** La Mission a continué à démanteler des munitions dépassées et à détruire celles qui ne pouvaient être démantelées. Elle a amélioré l'infrastructure de la base de démantèlement des munitions, procédé au retraitement de près de 3 500 conteneurs de produits chimiques et achevé l'installation de matériel de fusion de TNT.

**Réforme de la police.** La Mission a continué de prêter son concours au Ministère des affaires intérieures dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la police, jetant les fondements d'activités futures dans des domaines tels que la gestion des ressources humaines et le développement de la police de proximité.

Pour combattre le blanchiment d'argent, la Mission a aidé le Ministère et la police financière à accroître leurs capacités d'analyse en organisant l'introduction d'un logiciel de pointe.

**Action contre le terrorisme.** La Mission a lancé une série de programmes de formation spécialisée sur la gestion des crises et a prêté son concours au Ministère des affaires intérieures pour mettre en place un centre de gestion des crises.

En coopération avec l'Université de Cranfield au Royaume-Uni et New Scotland Yard, la Mission a préparé le terrain à l'établissement d'un centre de données sur les bombes en Géorgie.

D'autres projets ont contribué à l'objectif stratégique du *Programme de lutte contre le terrorisme* de l'OSCE en aidant le Ministère géorgien des affaires intérieures à développer ses capacités de lutte contre le terrorisme sur le long terme.

La Mission a aidé les institutions géorgiennes à renforcer leur coopération avec leurs homologues européens, notamment en Autriche, en Espagne, en France et en Roumanie.

**Renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des frontières.** En juin, la Mission a mené à bien un programme d'une durée d'un an visant à améliorer les capacités de

la police géorgienne des frontières dans le domaine de la gestion des frontières. Le *Programme d'aide à la formation* de la Mission de l'OSCE visait à transférer les compétences qu'elle a acquises pendant les cinq années où elle a observé les frontières.

Au total, 784 officiers de rang moyen et des sous-officiers, dont certains étaient considérés comme de futurs instructeurs potentiels, ont achevé la formation.

En août, la Mission a lancé un nouveau programme de formation sur trois fronts :

- Formation de formateurs, en réponse à la demande d'assistance de la police géorgienne des frontières pour l'établissement d'une unité de formation spécialisée
- Formation à la réaction rapide, visant à accroître les capacités de l'Unité de réaction rapide de la police des frontières géorgienne
- Planification opérationnelle, à l'intention du personnel de haut rang chargé des questions de gestion des frontières au commandement régional et au siège de la police des frontières géorgienne

### **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

*Questions économiques.* La Mission a axé ses activités sur le développement des petites et moyennes entreprises, sur l'appui à la lutte contre la corruption et sur la fourniture d'avis au Gouvernement en matière de politique économique. La Mission a également élaboré un manuel sur la facilitation des échanges concernant les nouveaux règlements douaniers pour distribution aux frontières, organisé un camp estival de jeunesse sur les fondamentaux de la création d'entreprises et mené à bien, en coopération avec le Parlement, une analyse approfondie destinée à favoriser l'élaboration de politiques économiques saines.

*Questions environnementales.* La Mission s'est employée à recenser les problèmes environnementaux susceptibles d'entraîner une instabilité, voire un conflit. Avec le concours du Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, la Mission a apporté son soutien à l'initiative OSCE-ONU sur l'environnement et la sécurité (ENVSEC) pour l'élaboration de projets répondant à des préoccupations environnementales. Elle a en outre appuyé le projet OTAN-OSCE de *surveillance des rivières* et a continué de sensibiliser l'opinion à l'environnement par le biais du centre Aarhus.

### **Activités liées à la dimension humaine**

#### **DROITS DE L'HOMME**

La Mission a continué de suivre les cas de violations individuelles des droits de l'homme. Elle a observé des procès en fournissant des avis juridiques aux victimes et en évoquant les violations présumées avec le Gouvernement. La Mission a également observé la situation dans les prisons géorgiennes et les efforts déployés par le Gouvernement pour réformer l'appareil judiciaire.

Elle a dispensé des programmes exhaustifs de formation sur les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à l'intention du personnel du Ministère de la justice, sur le droit pénal à l'intention des enquêteurs et des procureurs de la République autonome

d'Adjarie, ainsi que sur la législation du travail récemment adoptée pour les agents de la fonction publique.

La Mission a instauré et financé une formation aux droits de l'homme dans les écoles des régions et a soutenu un programme d'aide juridique gratuite pour les prisonniers placés en détention préventive en Géorgie occidentale.

## **DÉMOCRATISATION**

Cette année, de nombreuses activités se sont concentrées sur Kvemo Kartly, une région peuplée en grande partie par des minorités nationales. Un soutien technique et financier a été fourni à trois centres de ressources pour dispenser des cours d'informatique, des avis juridiques et une formation aux droits de l'homme à la population azérie, arménienne et géorgienne locale, ainsi qu'une formation à la langue géorgienne, le cas échéant. La Mission a fourni un appui à plusieurs ONG récemment créées dans les deux districts isolés de Tsalka et Dmanisi pour le renforcement de leurs capacités.

Au cours de la période qui a précédé les élections locales d'octobre 2006, la Mission a tenu des réunions de coordination, aux niveaux technique et des ambassadeurs, avec les structures gouvernementales et les organisations internationales. Elle a prêté son concours à la Commission électorale centrale en finançant le lancement d'un site Web plus détaillé et informatif et a fourni des conseils stratégiques en coopération avec l'Institut démocratique national et le Conseil de l'Europe. En outre, elle a financé le suivi et la vérification des listes d'électeurs mises à jour par la Commission électorale centrale. En collaboration avec le BIDDH, la Mission et le Parlement ont établi et gèrent le Centre pour la réforme parlementaire, qui coordonnera les activités de donateurs et fournira des avis stratégiques à la direction du Parlement.

**État de droit.** La Mission a élaboré des recommandations pratiques pour la réforme effective des institutions pénitentiaires, mis au point un programme de formation professionnelle à l'intention des agents pénitentiaires et de probation et soutenu des programmes de réinsertion des détenus.

**Lutte contre la traite des êtres humains.** La Mission s'est employée avec le Gouvernement et la société civile à faire adopter une législation contre la traite des êtres humains. Elle a organisé des formations à l'intention des forces de l'ordre et des médias et a exécuté un programme de petites subventions destinées aux ONG urbaines et régionales pour lutter contre la traite des êtres humains au niveau local.

**Liberté des médias.** La Mission s'est concentrée sur l'amélioration du flux d'informations entre Tbilissi et les régions peuplées essentiellement de membres des minorités ethniques ne parlant pas le géorgien. Dans les districts de Marneuli et de Bolnisi, la Mission a financé la rediffusion par la télévision publique du journal du soir qui est traduit simultanément vers l'azerbaïdjanais. La Mission a également facilité le voyage de 15 journalistes des principaux journaux de Tbilissi dans le district austral de Samtskhe-Javakheti dans le but d'encourager et de favoriser une présentation objective des informations au sujet de cette région de langue arménienne dans les médias nationaux.

### **Chef de Mission :**

M. l'Ambassadeur Roy Reeve

Budget unifié révisé : 11 690 600 €

[www.osce.org/georgia](http://www.osce.org/georgia)



# Bureau d'Erevan

[Map page 60]

Office in Yerevan = Bureau d'Erevan

Yerevan = Erevan

- International Borders = Frontières internationales
- Field Office = Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 60]

*Le Bureau a accompli des progrès notables en 2006 en ce qui concerne deux grands projets en cours, à savoir le recyclage de composants de propergols et la promotion de la confiance entre la police et la population.*

*Le Bureau a également élargi le champ de ses activités dans la sphère économique et environnementale et s'est concentré sur la fourniture d'avis juridiques et politiques sur les élections, les migrations, la lutte contre la traite des êtres humains, les médias et la cybersécurité. Il s'est employé à renforcer les capacités dans les domaines des droits de l'homme, de l'égalité entre les sexes et de l'exercice de responsabilités par les jeunes.*

**Réforme électorale.** À la lumière des élections de mai 2007, le Bureau a aidé les autorités à réformer le *Code électoral* conformément aux recommandations du BIDDH et de la Commission de Venise. La plupart de ces recommandations ont été incorporées dans le texte des amendements. Le Bureau a également apporté son concours à la publication de deux manuels sur les procédures d'administration des élections.

**Appui à l'Assemblée nationale.** Se fondant sur l'expérience des années précédentes, le Bureau a contribué au renforcement des capacités professionnelles du personnel de l'Assemblée nationale en organisant à son intention un stage de formation d'une durée de trois semaines et une visite d'étude du Parlement fédéral belge.

**Lutte contre la corruption.** Le Bureau a prêté son concours à la coalition d'ONG anti-corruption en établissant un réseau pilote de centres anti-corruption à Erevan et dans les régions. Le Bureau et ses partenaires internationaux ont également débattu de stratégies pour s'attaquer aux pratiques de corruption en se fondant sur l'examen de la nouvelle *Stratégie nationale anti-corruption pour la période 2007-2010* adoptée par le Gouvernement.

## **Élimination des stocks de composants de propergols (Mélange)**

Dans le cadre de l'activité économique et environnementale et politico-militaire visant à éliminer le *Mélange*, l'installation d'élimination des composants de propergols de Kaltakhchi, située dans le nord de l'Arménie, a été inaugurée le 12 mai.

« Le projet *Mélange* en Arménie constitue un excellent exemple de ce à quoi la coopération pratique entre l'OSCE et un État participant peut aboutir et pourrait bien servir de modèle dans la région de l'OSCE tout entière », a déclaré le Secrétaire général de l'OSCE Marc Perrin de Brichambaut, qui a assisté à l'inauguration à l'invitation du Ministre arménien de la défense Serge Sargsyan.

Le Bureau a mis le projet en chantier en réponse à une demande d'assistance du Ministère arménien de la défense pour le recyclage, d'une manière respectueuse de l'environnement, de 872 tonnes de cette substance hautement toxique et volatile transformée en engrais minéral à usage agricole.

### **Activités liées à la dimension politico-militaire**

**Programme d'assistance à la police.** Le Bureau a achevé la rénovation du Centre de formation de la police et a entamé, en novembre, un projet complémentaire visant à introduire un nouveau programme d'enseignement et une méthodologie améliorée de formation. Il a également lancé un projet relatif à la police de proximité dans un district pilote.

**Cybersécurité.** Conjointement avec une équipe spéciale composée de spécialistes d'organismes chargés de faire respecter la loi, le Bureau a organisé une table ronde pour recommander des mesures juridiques et pratiques visant à améliorer la sécurité de l'information et à combattre l'utilisation de l'Internet par les terroristes.

**Réseau de communications de l'OSCE.** Le Bureau a aidé le Ministère de la défense à obtenir le matériel, l'appui technique et la formation nécessaires pour se connecter au réseau de communications de l'OSCE.

### **Activités liées à la dimension économique et environnementale**

#### **Ouverture d'une présence chargée de mettre en œuvre des programmes dans la province de Syunik**

Le 30 juin, le Bureau a ouvert une présence à Kapan pour appuyer les partenaires locaux dans le cadre de la promotion du développement économique et des investissements tout en tenant compte des risques environnementaux qui se posent dans une région dotée d'une vaste industrie minière.

Le Bureau et les autorités ont élaboré les bases juridiques pour l'établissement de telles présences dans les régions de l'Arménie.

« Le Gouvernement accorde une attention particulière au développement des régions et des zones rurales de l'Arménie et nous sommes reconnaissants à l'OSCE de nous apporter son concours dans ce domaine », a déclaré le Ministre des affaires étrangères Vardan Oskanian lors de l'inauguration.

**Appui au développement des petites et moyennes entreprises (PME).** Le Bureau a apporté son soutien à l'élaboration d'un guide intitulé *SME Statistical Guidebook 2004-2005* et a commandé le développement d'un système d'indicateurs pour mesurer l'efficacité de l'appui du Gouvernement aux PME. Le Bureau a également contribué à la traduction vers l'arménien du guide intitulé *OSCE Best-Practice Guide for a Positive Business and Investment Climate*.

**Promotion des principes de la Convention d'Aarhus.** De nouveaux centres publics d'information sur l'environnement ont commencé à fonctionner avec l'appui du Bureau dans les provinces de Syunik, Tavush et Lori. Ces centres contribuent à créer un climat de transparence dans le domaine environnemental en établissant des liens entre les autorités gouvernementales et les ONG concernées.

**Initiative sur l'environnement et la sécurité (ENVSEC).** En partenariat avec les programmes des Nations Unies pour l'environnement et pour le développement et en association avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), le Bureau a continué de participer à l'initiative qui vise à promouvoir la coopération sur des questions environnementales ayant une incidence sur la sécurité. Le Bureau s'est concentré sur les « points chauds » environnementaux identifiés par l'initiative, organisant des évaluations de l'impact environnemental des sites de stockage des déchets issus de la production minière et d'engrais. Dans ce même cadre, le Bureau a continué d'apporter son soutien à la mise en œuvre du projet coopératif OSCE/OTAN de *surveillance des rivières* dans le Caucase du Sud afin d'offrir une base scientifique pour la gestion efficace des eaux du bassin de la Koura et de l'Araxe.

### **Activités liées à la dimension humaine**

**Appui à l'institution du médiateur.** En coopération avec le BIDDH, le Bureau a organisé une visite de l'institution du médiateur lituanien pour le nouveau médiateur arménien, qui visait à renforcer les capacités de son institution par un échange de données d'expérience sur les méthodes opérationnelles de traitement des plaintes individuelles. Le Bureau, en collaboration avec l'institution du médiateur, a organisé une conférence consacrée à la situation des droits de l'homme dans le pays et coïncidant avec la Journée internationale des droits de l'homme.

**Réformes de la justice pénale et des prisons.** Le Bureau a apporté son appui au lancement du site Web officiel de l'Ordre des avocats et à la publication d'une étude sur les *systèmes judiciaires en Europe et aux États-Unis*, qui a été effectuée par le Centre de formation du Bureau du procureur général. Conjointement avec le Conseil de l'Europe, le Bureau a dispensé une formation sur les normes européennes relatives aux droits de l'homme pour des avocats et des défenseurs publics et a organisé des cours, avec le BIDDH, axés sur les enquêtes sur les cas de violences familiales et les crimes sexuels.

Le Bureau a organisé deux ateliers sur les peines alternatives à l'intention du personnel du Ministère de la justice et a fourni un appui aux activités d'observation menées par la société civile dans les institutions pénitentiaires ainsi qu'à la publication du rapport annuel du Conseil public de suivi. Le Bureau a également joué un rôle déterminant dans le cadre d'un projet pilote d'une durée de trois mois sur l'observation publique des centres de détention de la police.

**Droits de l'homme dans l'armée.** Le Bureau a organisé une table ronde, dont les recommandations ont porté notamment sur l'adoption d'amendements à la législation en vigueur concernant le service militaire alternatif et sur l'établissement de mécanismes pour le contrôle civil de l'armée.

**Sensibilisation de l'opinion.** Le Bureau a fourni une assistance pour la production de trois communications sur la tolérance, les procès équitables et l'interdiction de la torture diffusées à la télévision de service public. Il a également aidé à organiser une conférence consacrée à la Journée internationale de la tolérance.

**Liberté des médias.** Le Bureau a organisé des débats publics sur la liberté des médias ainsi que sur la liberté d'information et a facilité la fourniture d'avis d'experts sur la législation relative aux médias. Il s'est assuré de la mise en œuvre des recommandations figurant dans le rapport de juillet sur l'Arménie publié par le Représentant pour la liberté des médias.

**Efforts de lutte contre la traite des êtres humains.** Le Bureau a fourni des avis d'experts et une assistance technique dans le cadre de l'élaboration et de la révision du *Plan national d'action sur la lutte contre la traite des êtres humains*. Il a organisé des stages de formation et des séminaires sur la mise en œuvre de politiques nationales en la matière. Le Bureau a également fourni une assistance technique à deux ONG effectuant des études sur la traite.

**Migrations et liberté de circulation.** En réponse à des demandes du Gouvernement et de la société civile, le Bureau a fourni sur la gestion des migrations des avis d'experts axés sur la protection des droits des migrants ainsi que sur la question des rapatriés et de leur réinsertion et a prêté son concours pour améliorer la législation relative aux migrations. Le Bureau a en outre commandé une étude sur les flux de migration de la main-d'œuvre en provenance et à destination de l'Arménie de 2002 à 2005.

**Questions de parité des sexes.** Le Bureau a aidé à mettre en œuvre le *Plan d'action national 2004 pour la promotion de la condition de la femme* et a appuyé des projets du BIDDH visant à promouvoir l'exercice de responsabilités par les femmes. Le Bureau s'est également employé à sensibiliser les jeunes aux questions d'égalité des sexes par le biais d'un concours de dissertation.

**Chef du Bureau :**

M. l'Ambassadeur Vladimir Pryakhin

Budget unifié révisé : 1 599 200 €

[www.osce.org/yerevan](http://www.osce.org/yerevan)